

8 La *Sicherungsverwahrung* ou la rétention de sûreté allemande

Christian A. KUPFERBERG,

avocat associé,
cabinet hw&h Avocats & Rechtsanwälte

La loi du 25 février 2008 relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental a été publiée au Journal officiel du 26 février 2008, après que le Conseil constitutionnel ait validé l'essentiel des dispositions de la loi relative à la rétention de sûreté, estimant notamment qu'il ne s'agissait « ni d'une peine, ni d'une sanction ayant le caractère d'une punition »¹.

1 - Rappelons rapidement qu'aux termes de la loi, la rétention d'une durée d'un an renouvelable, consiste dans le placement d'une personne en centre socio-médico-judiciaire dans lequel il lui est proposé une prise en charge médicale, sociale et psychologique, destinée à permettre la fin de cette mesure. Elle s'applique à la personne qui a exécuté une peine d'une durée égale ou supérieure à quinze ans pour les crimes d'assassinat ou de meurtre, de torture ou actes de barbarie, de viol, d'enlèvement ou de séquestration commis soit sur une victime mineure, soit sur une victime majeure, à condition dans ce dernier cas que le crime ait de surcroît été commis avec des circonstances aggravantes.

Enfin, le placement en rétention ne peut être prononcé qu'« à titre exceptionnel » et si la cour d'assises qui a condamné l'intéressé pour l'un des crimes précités, a expressément prévu le réexamen de sa situation à la fin de sa peine en vue d'une éventuelle rétention de sûreté. Mais il est en outre requis que cette personne doit présenter une particulière dangerosité caractérisée par une probabilité très élevée de récidive parce qu'elle souffre d'un trouble grave de la personnalité et surtout qu'aucun autre dispositif de prévention n'apparaît suffisant pour prévenir la récidive des crimes précités.

S'agissant de l'effet rétroactif de la loi, le Conseil constitutionnel a déclaré contraires à la Constitution les dispositions permettant son application aux personnes condamnées avant la publication de la loi ou faisant l'objet d'une condamnation postérieure à cette date mais pour des faits commis antérieurement. Sont en revanche applicables immédiatement, les dispositions autorisant un placement en rétention en cas de méconnaissance des obligations résultant de la surveillance de sûreté.

2 - Si d'autres États occidentaux tels la Belgique, les Pays-Bas ou le Canada connaissent des systèmes plus ou moins proches de la rétention de sûreté, tant les parlementaires que les autres acteurs du débat s'y sont peu référés. Évoqué par Elisabeth Guigou le 8 janvier 2008 à l'Assemblée nationale, déclarant que la philosophie positiviste ayant inspiré le projet de loi a conduit aux pires débordements de l'Allemagne nazie, le système actuellement en vigueur en République Fédérale est plus sévère que celui validé par le Conseil constitutionnel. Pour autant, la rétention de sûreté allemande a été jugée conforme à la Loi fondamentale allemande.

Introduit en droit allemand moins d'un an après l'arrivée au pouvoir du parti nazi par une loi du 24 novembre 1933 portant mesures contre les criminels d'habitude, le système allemand de la *Sicherungsverwahrung* a connu au cours des dernières années des modifications allant dans le sens d'une extension de son champ d'application. Ainsi, le législateur a-t-il en 1998 supprimé la fixa-

tion de la durée de rétention maximale et rendu possible en 2002 de réserver le placement en rétention si au jour du jugement, la dangerosité du condamné ne peut être déterminée avec suffisamment de certitude. Puis en 2004, la loi a autorisé pour certaines infractions le placement en rétention de sûreté même en l'absence de prévision dans le jugement de condamnation, lorsque des circonstances apparaissant postérieurement à la condamnation et avant la fin de l'exécution de la peine, font apparaître que le condamné présente une dangerosité particulière pour la société. Enfin depuis la loi du 13 avril 2007, le placement en rétention peut même être ordonné en tenant compte de circonstances caractérisant la grande dangerosité du condamné pourtant déjà perceptibles lors du prononcé de la condamnation, si à cette date le prononcé de la rétention de sûreté n'était pas légalement possible. Cette récente extension a pour principal objectif d'appréhender certaines infractions commises et jugées sur le territoire de l'ancienne RDA avant l'entrée en vigueur de la *Sicherungsverwahrung* en 1995, la jurisprudence ayant défini restrictivement l'apparition de circonstances caractérisant la dangerosité au cours de l'exécution de la peine qui n'auraient pas été connues avant.

3 - En faisant même abstraction des dispositions du Code pénal allemand autorisant le placement en rétention de sûreté par une décision postérieure, pour ne retenir que les cas dans lesquels le prononcé de la mesure est concomitant au jugement de condamnation, les différences entre les solutions en vigueur de part et d'autre du Rhin sont marquées.

Tout d'abord, le Code pénal allemand prévoit le cas dans lequel la rétention de sûreté est obligatoirement ordonnée.

Il en est ainsi lorsqu'une personne ayant commis certains crimes ou délits est condamnée à une peine d'emprisonnement égale ou supérieure à deux ans, qu'elle a déjà été condamnée deux fois pour des infractions intentionnelles à des peines d'emprisonnement chacune d'une durée égale ou supérieure à un an et exécuté pour l'une ou plusieurs des infractions commises antérieurement une peine d'emprisonnement d'une durée au moins égale à deux ans et qu'une appréciation globale de l'auteur et des faits commis fait apparaître, qu'en raison d'un penchant pour des actes délictueux graves, c'est-à-dire par lesquels il est porté gravement atteinte physiquement ou psychiquement aux victimes ou qui cause un important préjudice économique, le condamné est dangereux pour la société.

Si l'appréciation de la dangerosité peut être déterminante dans la décision d'ordonner la rétention, le caractère automatique de la mesure en cas de récidive même d'infractions qualifiées de délit punies d'une peine d'emprisonnement de deux ans, confère à la *Sicherungsverwahrung* un champ d'application plus large que celui de son homologue français.

La juridiction apprécie s'il convient d'ordonner la rétention de sûreté, lorsque pour certaines infractions elle prononce une peine d'emprisonnement d'une durée égale ou supérieure à deux ans et que l'individu a déjà été condamné à une peine d'emprisonnement d'une durée au moins égale à trois ans, dont une durée de deux ans a été purgée. Comme dans le cas précédent, l'appréciation globale de l'auteur et des faits commis à laquelle procéderont les juges devra faire apparaître dans les conditions ci-dessus indiquées, que le condamné est dangereux pour la société.

Il faut enfin signaler que la mesure de rétention peut être prononcée en l'absence de condamnation antérieure, lorsque pour la commission de trois infractions intentionnelles dont chacune est punie d'une peine d'emprisonnement d'une durée d'au moins un an, la peine prononcée pour l'une ou plusieurs des infractions reprochées est égale ou supérieure à trois ans.

4 - Comparée aux conditions de mise en œuvre de la rétention de sûreté française, la *Sicherungsverwahrung* peut être prononcée pour des peines qui sont moins élevées. Quant au critère de la dangerosité, si le système allemand n'exige pas qu'il trouve nécessairement son origine dans un « trouble grave de la personnalité ».

il a davantage mis l'accent sur l'état de récidive ou de réitération au moment du prononcé de la mesure, que sur le risque de récidive, même élevé.

Au 30 décembre 2007 ce sont 424 individus qui se trouvaient en *Sicherungsverwahrung*, soit environ 0,6 % de la population carcérale. Depuis mars 2003, leur nombre a augmenté de 37 % alors que pendant la même période, le nombre total de détenus a lui baissé de 11 %².

Bien qu'en l'état de la loi adoptée et des informations émanant de la Chancellerie, la rétention de sûreté devrait en France s'appliquer à un nombre bien moins élevé de personnes³, elle connaîtra certainement des modifications successives qui élargiront son champ d'application.

Mots-Clés : Responsabilité pénale - Rétention de sûreté - Droit comparé

2. Statistisches Bundesamt, Wiesbaden 2008 (Institut fédéral des statistiques).
3. Une liste de 32 personnes avait été transmise au Conseil constitutionnel au cours de l'examen de la loi.

UNE COLLECTION AU SUPERLATIF

Le plus vaste ensemble de textes officiels consolidés jamais réunis

31 volumes, plus de 25 000 pages, près de 90 codes officiels et de 25 000 textes non codifiés
Également disponible sur CD-Rom mensuel

Rendez-vous sur <http://boutique.lexisnexis.fr>

